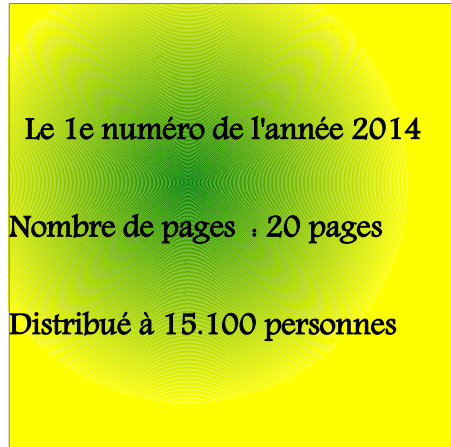


LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005

HUITIÈME ANNÉE N°950 DU 2 JANVIER 2014

1801/2014 : 213^e ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE



NOTRE CITATION

« On ne devient pas vieux pour avoir vécu un certain nombre d'années; on devient vieux parce qu'on a déserté son idéal. Les années rident la peau: renoncer à son idéal ride l'âme.

DOUGLAS MACARTHUR



AU REVOIR 2013

BONJOUR 2014

LES TITRES

AFFAIRES NATIONALES ET À LA UNE page 3

AFFAIRES MONDIALES page 7

MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX page 11

DROIT, MANAGEMENT, PATRIMOINE page 15

TABLEAU DE BORD GUADELOUPE page 17

LA NATION

PUBLICATION DU GROUPE MÉDIA CARAÏBE :

22 BIS RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE

ADMINISTRATION :

PRÉSIDENT DU CONSEIL D ADMINISTRATION : DAVILA JACQUES

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF: JEAN PAUL ELUTHER

Abonnement : 0690 40 42 55 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ;

Agence de presse : Média info

RÉDACTION

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**

COMITÉ DE RÉDACTION : José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila; Wesley Aminata.

SUIVEZ NOUS SUR LE WEB ET LES RÉSEAUX SOCIAUX .

À LA UNE

ADIEU 2013 BONJOUR 2014

Traditionnellement cette période de l'année est une période de deuil pour accompagner à sa dernière demeure une année qui s'achève et accueillir une année nouvelle. Généralement nous sommes toujours partagés. Nous sommes contents qu'un moment de notre vie prenne fin tout en craignant les incertitudes du lendemain . Dans ce moment de mutation de notre pays et de son environnement nos craintes sont particulièrement vives. Mais qu' on le veuille ou non la vie avance et en avançant elle se renouvelle . Je ne sais pas si les guadeloupéens sont vraiment prêts au changement. A entendre les cris dès que le gouvernement bouge un cil, on peut penser, à l'inverse, qu'ils ont une préférence pour ne rien changer dans leur mode de vie et leur mode de gouvernement . En tous cas , la pire des attitudes dans ce moment de changement serait de se murer dans l'immobilisme en arguant que le monde que nous sommes contraints de quitter est le meilleur possible voire le seul qui puisse exister. Au contraire il nous faut affronter le changement, le dompter pour le mettre au service de notre intérêt collectif et de nos intérêts individuels. Au lieu d'assister sans réagir à cette grande mutation dont le rythme ne dépend pas de nous il faut au contraire prendre la parole, débattre, proposer et décider. En agissant de la sorte nous nous donnons un savoir faire qui sera utilisé aussi par les générations qui viennent . Que nos compatriotes s'emparent des leviers du gouvernement pour enclencher leur changement au lieu d'avoir les yeux rivés sur les français qui préfèrent le déclin.

LA RÉDACTION



AFFAIRES NATIONALES

POLITIQUE

LE MESSAGE DE LA NOËL ET DU NOUVEL AN DE LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE

Mes chers compatriotes

Une année prend fin et une nouvelle commence. C'est le moment pour nous de faire le bilan de l'année passée et de se donner des objectifs réalistes pour que la nouvelle année soit conforme à ce que nous voulons . Mais avant toute chose, nous aimerions vous présenter pour cette nouvelle année nos vœux pour une vie meilleure pour chacun d'entre nous . Santé, bonheur, harmonie entre nous, respect vis à vis de chacun d'entre nous, solidarité de tous les instants et paix sont selon nous les bons ingrédients pour que nous puissions atteindre le bonheur dans une société qui doit être pacifiée. Nous avons une pensée particulière pour les chômeurs qui vivent dans la précarité, les handicapés et les malades et pour les nombreux laissés pour compte de notre pays qui sont de plus en plus nombreux et qui souffrent dans le silence et souvent dans l'indifférence de trop nombreux de nos compatriotes .

Nous quittons une année encore difficile marquée par la faillite du modèle de développement et de gouvernement qui nous régit et qui engendre irresponsabilité collective et individuelle , chômage, inégalités sociales et pauvreté de nombreux compatriotes . La violence s'est installé chez nous et malheureusement ses protagonistes sont des jeunes dans lesquels nous avons mis toute notre confiance. Notre société connaît de plus en plus de drames engendrés et alimentés par un individualisme omniprésent.

Les prévisions pour 2014 ne sont guère réjouissantes. La croissance économique sera insuffisante, le chômage va

continuer de croître et les administrateurs du système actuel qui ne comprennent pas la nécessité du changement de toute évidence seront incapables de prendre les bonnes mesures pour supprimer les causes des défaillances. Depuis plus de 20 ans déjà, notre pays s'embourbe dans les pires difficultés sur la base d'une doctrine économique dépassée.

En de telles circonstances ou l'existence de notre pays est toujours menacé, le salut doit venir de nous mêmes et de notre détermination collective. C'est donc en nous rassemblant autour d'orientations claires et de principes générés par notre riche histoire que nous créeront les conditions d'un sursaut salutaire. C'est en prenant à bras le corps tous les problèmes de notre pays que nous stopperons les dysfonctionnements et les dérives . Dans les périodes de grande difficulté nous devons donc faire appel à notre savoir, à nos capacités collectives pour nous propulser vers l'avant et triompher .

L'année 2014 doit être une année de combat pour la Guadeloupe et les Guadeloupéens. L'histoire de notre pays nous montre que c'est en nous rassemblant que nous multiplions nos chances de vaincre l'adversité et de créer les conditions pour une société nouvelle plus humaine , plus solidaire et qui fait du travail bien fait la clé de notre salut .

Que dieu protège la Guadeloupe

LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE SALUE LE 210e ANNIVERSAIRE DE L' INDÉPENDANCE D'HAÏTI ET LE 55e ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION CUBAINE

Message à MICHEL MARTELLY PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D' HAÏTI

À l'occasion du 210e anniversaire de l'indépendance de votre valeureux pays, la CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE présente au peuple haïtien ses salutations et ses encouragements .

Haïti est pour nous et sera toujours le pays exceptionnel qui

a ouvert la voie à l'émancipation des esclaves africains injustement déportés et exploités par d'autres hommes pour de basses raison matérielles.

Nous souhaitons que votre pays continue son chemin, se développe, s'équipe, renforce sa présence internationale et surtout reste un pôle de la liberté humaine.

Longue vie à Haïti et que Dieu vous protège.

MESSAGE À RAUL CASTRO PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ÉTAT CUBAIN

A l'occasion du 55e anniversaire de la grande révolution cubaine , LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE présente à votre peuple nos sincères salutations.

Cuba et sa grande révolution resterons toujours présents dans le cœur des guadeloupéens .

Nous vous souhaitons en 2014 de continuer votre travail de réforme afin que vous puissiez offrir à votre peuple un cadre de vie amélioré.

Longue vie au peuple cubain et que Dieu vous protège.

ÉCONOMIE, SOCIAL, CULTURE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE

FIN DE LA GRÈVE DE L' ESSENCE

La grève des gérants de stations-service de Guadeloupe, est suspendue "au moins jusqu'au 9 janvier". Les gérants de stations-service qui vendredi avaient cessé la distribution de carburants, ont décidé lundi 30 décembre au soir de suspendre leur mouvement "au moins jusqu'au 9 janvier", date à laquelle doit se tenir une réunion de concertation entre instances gouvernementales et opérateurs de la filière pétrolière . S'exprimant au nom de "l'intersyndicale des gérants d'outre-mer", Patrick Collé, président du syndicat professionnel des gérants de stations-service de la Guadeloupe et lui-même ancien gérant de station-service, s'est félicité lundi soir d'avoir été convié, le 9 janvier, "à une réunion de concertation à Bercy par les ministres de l'Economie, de l'Ecologie

et des Outremer". Collé n'avait pas, ces dernières semaines, dissimulé son inimitié au ministre des Outremer, son compatriote Victorin Lurel, qui a entrepris de réviser les décrets de 2010 déterminant les modalités de fixation du prix des carburants par arrêté préfectoral mensuel dans les départements d'outre-mer. Lurel s'est également attiré l'hostilité, plus larvée et surtout plus discrète, des opérateurs pétroliers outre-mer, au premier rang desquels le groupe Total, qui contrôle plus de 50% du marché et gère la raffinerie SARA implantée en Martinique et qui approvisionne également Guyane et Guadeloupe en carburants raffinés. Le ministère des Outremer a indiqué dans un communiqué ce lundi que "Pierre Moscovi, Philippe Martin et Victorin Lurel annoncent la publication ce mardi 31 décembre, au Journal officiel des décrets sur la fixation des prix des carburants dans les DOM : la concertation se poursuivra avec la filière courant janvier sur les arrêtés de méthode (...) qui visent à appliquer les trois décrets publiés (pour La Réunion, les départements français d'Amérique et Mayotte), afin de prendre en compte les préoccupations exprimées par les acteurs de la filière carburants dans les DOM". "L'ensemble des acteurs de la filière est convié à une nouvelle réunion de concertation, sous l'égide des ministères précités, le jeudi 9 janvier prochain à Paris" indique le ministère des Outremer, qui précise que "cette réunion de travail permettra d'étudier les propositions d'amendement que les acteurs de la filière estimeront utile de porter sur les projets d'arrêtés de méthode".

RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR JEAN PAUL ELUTHER



AFFAIRES MONDIALES

SOCIÉTÉ ET ÉCONOMIE MONDIALES

2014 : ANNÉE INTERNATIONALE DES PETITS ÉTATS INSULAIRES

L'Assemblée générale, Réaffirmant la Déclaration de la Barbade et le Programme d'action pour le développement durable des petits

États insulaires en développement , la Déclaration de Maurice et la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement , le chapitre 17 d'Action 215 et le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable (Plan de mise en œuvre de Johannesburg)⁶ y compris le chapitre VII sur le développement durable des petits États insulaires en développement ; Rappelant le document final de la réunion de haut niveau chargée d'examiner l'application de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement ⁷, tenue les 24 et 25 septembre 2010 à New York, ses résolutions 65/156 du 20 décembre 2010 et 66/198 du 22 décembre 2011 et toutes ses autres résolutions antérieures sur la question,

Décide de proclamer l'année 2014 Année internationale des petits États insulaires en développement ;

Invite le Secrétaire général, agissant en consultation avec les organismes compétents des Nations Unies et ayant à l'esprit les dispositions énoncées à l'annexe de la résolution 1980/67 du Conseil économique et social, à concourir à l'organisation de l'Année, et souligne que le coût de toutes les activités susceptibles d'être exécutées au titre de la présente résolution, qui dépassent le cadre actuel de leur mandat, doit être couvert par des contributions volontaires ;

Engage tous les États Membres, les organismes des Nations Unies et toutes les autres parties intéressées à saisir l'occasion qu'offrira la célébration de l'Année pour encourager la prise de mesures à tous les niveaux, notamment dans le cadre d'une coopération internationale, régionale ou sous-régionale, selon qu'il conviendra, en vue d'assurer le développement durable des petits États insulaires en développement ;

Prie le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa soixante-dixième session, de l'application de la présente résolution, en procédant notamment à une évaluation détaillée de l'Année, y compris de ses aspects financiers, dans son rapport annuel sur le suivi et l'application de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement.

AMÉRIQUE, CARAÏBE

LE 55e ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION CUBAINE

Le président Raul Castro a affirmé le 1e janvier à Santiago de Cuba la volonté de la Révolution et du peuple cubains de ne pas céder aux agressions et aux menaces étrangères contre l'île. Lors de la cérémonie nationale pour le 55ème anniversaire du triomphe de la Révolution, le président a déclaré que la politique de l'île est axée sur la défense de l'autodétermination et de la souveraineté nationale, ainsi que sur la promotion de la solidarité à l'égard des peuples du Troisième monde. A ce sujet, il a remarqué, que « la Révolution n'a jamais demandé où l'on vit le mieux, mais de quel côté est le devoir ». "Cuba fut victime du terrorisme d'Etat, du sabotage, du banditisme armé: L'expulsion de l'OEA, l'invasion de Playa Girón, le blocus économique, commercial et financier, la campagne pour diffamer le processus révolutionnaire et, en premier lieu, Fidel Castro, victime des centaines d'attentats", a-t-il dit. Le président cubain a dénoncé l'assassinat des professeurs, alphabétiseurs, ouvriers, paysans, étudiants et diplomates ayant fait trois mille 478 morts et deux mille 099 handicapés. « En échange, a-t-il ajouté, aujourd'hui Cuba compte sur l'appui régional, étant donné que c'est un symbole d'humanisme et de défense des principes et des valeurs éthiques ». La commémoration a eu lieu au parc Céspedes, situé devant la mairie de laquelle le leader historique de la Révolution, Fidel Castro, s'est adressé au peuple le premier janvier 1959 suite à la victoire de l'Armée Rebelle.

HAÏTI : LE 210e ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE

Le mercredi 1er janvier 2014, c'est aux Gonaïves, ville où fut proclamée l'indépendance d'Haïti en 1804, que se sont tenues les cérémonies officielles du 210ème anniversaire de l'indépendance. Après un Te Deum chanté en la Cathédrale du Souvenir et l'homélie de l'évêque des Gonaïves, Mgr. Yves-Marie Péan ; après les interventions d'usage de diverses personnalités, le Président de la République, Michel Martelly, accompagné de son épouse Sophia Martelly et du Premier Ministre, Laurent Lamothe, en présence des Présidents des deux Chambres, des membres du Gouvernement, d'élus locaux, de membres du corps diplomatique et d'anciens Présidents d'Haïti ; s'est adressé à la Nation devant une foule

immense, dans un discours qui se voulait rassembleur. Un discours où l'union et la tenue d'élections crédibles en 2014 étaient omniprésents. Extrait du discours présidentiel :

« [...] Notre pays est très malade, il demande le concours de tous ses enfants pour se remettre sur pied [...] à l'occasion du 1er janvier en communion avec l'esprit des ancêtres, je vous invite à rassembler vos forces, pour vous mettre ensemble, pour travailler, afin qu'Haïti devienne un pays fort. C'est lorsque l'on se met ensemble que les autres nous respectent, les autres vont respecter nos sœurs et frères, qui sont allés chercher un mieux vivre chez eux...

En 2014 beaucoup de choses vous attendent, nous avons beaucoup de choses à faire ensemble pour relever notre pays, nous ne pouvons pas le faire dans le désordre [...] dans l'esprit des ancêtres, nous ne ferons qu'un, pour retirer les obstacles qui nous empêchent d'avancer sur la route du progrès et du développement.

En 2014, nous allons prendre la route de la Paix, du dialogue, de la stabilité politique, de bonnes élections, de la démocratie, de la sécurité, la route qui va donner du travail dans le pays.

Un pays c'est comme une famille, nous n'avons pas tous les mêmes goûts, mais nous sommes tous des frères et sœurs. C'est dans cet esprit que j'ai voulu rassembler à mes côtés aujourd'hui, à l'occasion de la célébration des 210 ans d'indépendance d'Haïti, tous les anciens présidents qui vivent dans le pays, certains ont répondu présent [Jean-Claude Duvalier et Prosper Avril], d'autres n'ont pas pu être là avec nous aujourd'hui, mais les places sont là, elles les attendent [...] nous voulons montrer, que même si nous avons des différences, nous pouvons nous réunir pour répondre à notre devoir lorsque c'est l'intérêt du pays qui est menacé, lorsque c'est l'intérêt du peuple d'Haïti qui est menacé. [...]

RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR JACQUES DAVILA



MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX

ASIE

Il faudra attendre le début de la semaine prochaine pour voir le [Nikkei 225] démarrer son millésime 2014 au Japon, mais la plupart des autres grands indices asiatiques ont déjà effectué leur rentrée ce matin. Les fortunes sont assez diverses, pour ne pas dire complètement hétérogènes. A Taiwan, le TAIEX a clôturé sur un gain symbolique de 0,1%, tandis qu'en Australie, le S&P ASX 200 grappillait 0,29%. A Séoul en Corée, l'année commence en revanche sur un passif de -2% pour le KOSPI, grevé par la remontée du won et pas les doutes sur la performance du champion local, Samsung, au 4ème trimestre 2013. Le principal indice thaïlandais plonge lui de -2,5% avec une poursuite de la glissade du baht, alors que le pays connaît toujours une phase de blocage gouvernemental. Ailleurs, les parcours sont plus contrastés comme à Hong Kong (+0,09%) et Shanghai (-0,3%), qui cotent encore. En Chine, l'indice PMI manufacturier de décembre compilé par HSBC a reculé de 50,8 à 50,5 points. Cette baisse avait cependant été anticipée par les économistes puisqu'elle cadre parfaitement avec le consensus. L'indice PMI établi cette fois par le gouvernement chinois est également en baisse, passant de 51,4 à 51 points. En Corée, ce sont donc les champions industriels qui battent de l'aile ce matin. Outre les interrogations concernant Samsung, qui ont fait décrocher la valeur de plus de 5%, Hyundai et Kia (respectivement -5,1 et -6,1% ce matin) commencent bien mal l'année, après que leur président eut indiqué lors de ses vœux que les deux marques visent cette année 4% de [croissance] des ventes, leur niveau dynamique la plus faible de ces dernières années.

ÉTATS UNIS

Après les derniers sommets enregistrés mardi, Wall Street s'affiche en nette baisse ce jeudi soir à deux heures de la clôture, pour cette première séance boursière de l'année... L'actualité "entreprises" est assez limitée aujourd'hui, mais quelques indicateurs économiques

viennent toutefois animer la journée... Le DJIA régresse actuellement de 0,82% à 16.441 pts, le Nasdaq cède 0,97% à 4.136 pts, et le S&P500 fléchit de 0,97% à 1.830 pts. Selon le Département américain au travail ce jeudi, les inscriptions hebdomadaires au chômage aux États-Unis pour la semaine close le 28 décembre se sont inscrites au nombre de 339.000, contre un consensus de 344.000 et un niveau de 341.000 une semaine avant. La moyenne à quatre semaines ressort à 357.250, contre 348.750 la semaine précédente. L'indice Markit PMI américain du mois de décembre 2013 est ressorti à 55, contre un consensus de 54,5 et un niveau de 54,7 fin novembre. L'indice était de 54,4 mi-décembre. L'indice ISM manufacturier américain pour le mois de décembre 2013 est ressorti à 57, contre un consensus de 56,8 et un niveau de 57,3 un mois avant. L'indicateur reste donc très nettement supérieur à la barre des 50, reflétant une forte expansion. Selon le rapport gouvernemental du jour, les dépenses de construction aux États-Unis pour le mois de novembre 2013 sont ressorties en augmentation de 1% en comparaison du mois antérieur, contre un consensus de +1% et après une hausse de 0,9% en données révisées pour le mois d'octobre.

EUROPE

Les Bourses européennes ont cédé du terrain jeudi, premier jour de l'année boursière, les investisseurs prétextant d'une activité industrielle décevante en Chine et en France le mois dernier pour encaisser une partie des belles plus-values réalisées l'an dernier. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 a terminé la journée en repli de 0,77% à 1.306,27 points et l'EuroStoxx 50 a perdu 1,58% à 3.059,93. A Paris, le CAC 40 a cédé 1,6% à 4.227,28; le Dax allemand a abandonné 1,59% à 9.400,04 et le FTSE 100 britannique 0,46% à 6.717,91. "Il s'agit d'une vague de prises de bénéfices, un retour à la réalité après le 'rally' de fin d'année", dit l'analyste de FXCM Nicolas Cheron. Malgré une série d'indicateurs américains et européens globalement positifs, les investisseurs ont focalisé leur attention sur les mauvaises nouvelles: le ralentissement de la croissance manufacturière en Chine, à son plus bas niveau en trois mois, et la contraction en France. En revanche, l'activité manufacturière en zone euro a progressé à son rythme le plus élevé en plus de deux ans et demi et les indicateurs américains publiés ce jour reflètent dans l'ensemble une poursuite de la reprise.

CHANGE

L'euro perdait du terrain face au dollar jeudi en cours d'échanges new-yorkais, dans un marché digérant des indicateurs européens et américains en demi-teinte. Vers 19H00 GMT, l'euro valait 1,3672 dollar, contre 1,3753 dollar mardi vers 22H00 GMT. La monnaie unique européenne baissait également face à la devise nippone, à 143,16 yens, contre 144,89 yens mardi. Le dollar aussi reculait face à la monnaie japonaise, à 104,70 yens - après être monté vers 11H10 GMT à 105,44 yens, son niveau le plus élevé depuis début octobre 2008 - contre 105,33 yens mardi soir. "Même si les volumes d'échanges restent encore plus faibles qu'habituellement" en ce lendemain de jour férié, "le dollar américain a commencé l'année du bon pied", remarquait Omer Esiner de Commonwealth Foreign Exchange. Le billet vert continue d'une part, selon lui, "à bénéficier de l'annonce en décembre par la banque centrale américaine du début du ralentissement de son programme de rachats de bons du Trésor en janvier", soulignait le spécialiste. "On s'attend à ce que la Fed continue à réduire son soutien à l'économie au fur et à mesure de l'année, ce qui est positif pour le dollar", ajoutait-il. "Ce sera d'autant plus vrai si les autres banques centrales comme la BCE ou la BoJ (les banques centrales européenne et japonaise) gardent une politique monétaire à l'inverse très accommodante." Le billet vert était de plus soutenu jeudi par des indicateurs de bonne tenue sur l'économie américaine. Vers 19H00 GMT, la livre britannique baissait face à l'euro, à 83,16 pence pour un euro, comme face au dollar, à 1,6439 dollar pour une livre, après être montée vers 05H55 GMT à 1,6603 dollar, un sommet depuis août 2011. La devise helvétique baissait face à l'euro, à 1,2295 franc suisse pour un euro, comme face au dollar, à 0,8993 franc suisse pour un dollar. La devise chinoise a fini à 6,0508 yuans pour un dollar - un nouveau sommet depuis la mise en place en 1994 du système d'arrimage au dollar - contre 6,0552 yuans la veille. L'once d'or a terminé à 1.225 dollars au fixing du soir contre 1.201,50 dollars mardi.

MATIÈRES PREMIÈRES

L' OR ACHÈVE SA PIRE ANNÉE DEPUIS 1981

Trente-deux ans. C'est le nombre d'années qu'il faut remonter pour voir l'or chuter davantage qu'en 2013. Le métal précieux vient d'achever l'année sur un plongeon, proche des

33% qu'il avait perdus en 1981. C'est aussi un coup d'arrêt brutal à la ruée vers l'or qui durait depuis l'an 2000, une période au cours de laquelle les cours avaient été multipliés par six. L'environnement de prix a considérablement changé en 2013. Douze mois qui ont vu les « hedge funds » réaliser des ventes à découvert historiques et les banques fuir les produits indicés cotés, ces fonds adossés à l'or physique sur lesquels ils s'étaient rués ces dernières années. Sans insister sur les particuliers dont la confiance s'est aussi fortement émoussée. Un cocktail ravageur pour le métal précieux. « L'or a passé la majeure partie de 2013 à perdre le soutien de la communauté des investisseurs », résume Suki Cooper chez Barclays. Ils lui ont préféré les actions, ébranlant fortement l'attrait du métal précieux comme investissement alternatif. Conséquence, les ETP or (« exchange-traded products ») ont été amputés de 33 % : la première décollecte jamais enregistrée par ces instruments financiers depuis leur création il y a dix ans. En douze mois, leur valeur a fondu de 73,7 milliards de dollars, d'après Bloomberg. L'équivalent de 865 tonnes d'or, soit un tiers de la production mondiale, ont été retirées des plus gros ETF. L'explication de cette désertion des investisseurs ? Il y a eu d'une part l'absence d'inflation, voire désormais le risque de déflation. La Banque centrale européenne comme la Réserve fédérale ont prévu un faible niveau d'inflation en 2013 et en 2014 – le plus bas depuis 2009, rappelle Patrick Legland, responsable mondial de la recherche à la Société Générale. Au Japon également, malgré la nouvelle vague d'assouplissement quantitatif lancée par la Banque centrale, l'inflation ne dépasse pas 1%. « Avec l'absence totale de pressions inflationnistes, l'or en tant qu'outil de couverture n'est plus ni pertinent ni utile pour les investisseurs », conclut Patrick Legland. L'or n'est plus une valeur refuge. Et puis, les signes d'amélioration de l'économie américaine n'ont pas joué non plus en faveur du métal, qui y a perdu son statut de valeur refuge. Tout au long de 2013, les opérateurs de marché ont parié sur la normalisation de la politique monétaire ultra-accommodante de la Fed qui a fait les beaux jours de l'or ces dernières années. Elle en a finalement donné le coup d'envoi en décembre. Les prévisions pour 2014 ne sont pas optimistes pour l'or. « Nous sommes persuadés de bonnes surprises à venir du côté de l'économie américaine, indique Michael Lewis, stratège chez Deutsche Bank. Cela devrait soutenir le dollar et, avec la remontée attendue des taux réels, maintenir les cours de l'or sous pression. » James Steel, spécialiste des métaux précieux chez HSBC, assure que « l'or ne trouvera plus d'appui du côté des marchés d'investissement occidentaux. »

Désormais, les choses se passent à l'est, où le décrochage des prix de l'or a ravi en 2013 les consommateurs traditionnels en Asie et au Moyen-Orient. En Chine, l'appétit a été si vif que le pays est devenu le premier consommateur du métal devant l'Inde, le numéro un historique. Mais les analystes estiment, là encore, que l'incertitude monte sur les achats indiens et chinois à venir.

BAISSE DU PRIX DU PÉTROLE

Les cours du pétrole coté à New York ont terminé leur première séance de l'année en nette baisse jeudi, minés par l'éventuel retour sur le marché de pétrole libyen et par un regain de vigueur du dollar. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de light sweet crude (WTI) pour livraison en février a cédé 2,98 dollars pour s'établir à 95,44 dollars. Le prix du brut a été tiré vers le bas après l'annonce de la suspension, pendant au moins deux semaines, du blocage qui affecte depuis fin octobre la production du champ pétrolier d'al-Charara, dans le sud de la Libye, d'où sont extraits en temps normal 330.000 barils par jour. La commission gouvernementale est parvenue à convaincre les protestataires de lever le sit-in bloquant l'activité du site, a indiqué à l'AFP un porte-parole de la Compagnie nationale libyenne de pétrole. Selon lui la production devrait reprendre dans les 2 à 3 prochains jours.

RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION



MANAGEMENT, PATRIMOINE , DROIT

LE HARCÈLEMENT MORAL

Lorsque le salarié établit la matérialité de faits précis et concordants constituant selon lui un harcèlement, il appartient au juge d'apprécier si ces éléments, pris dans leur ensemble, permettent de présumer l'existence d'un harcèlement moral et, dans l'affirmative, il incombe à l'employeur de prouver que ces agissements ne sont pas constitutifs d'un tel harcèlement et que sa décision est justifiée par des éléments objectifs étrangers à tout harcèlement. Monsieur X. a été engagé à compter du 1er juin 1993 par la caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) de Paris en qualité de technicien de prestations AS, coefficient 185 de la

convention collective nationale du personnel des organismes sociaux. Le 5 juillet 1996, par avenant à son contrat de travail, il a été recruté par l'URSSAF de Paris et de la région parisienne pour occuper un poste d'inspecteur du recouvrement, niveau 6, coefficient 284 et a été promu, le 1er juillet 2008, au niveau 7, coefficient 350. Il a saisi la juridiction prud'homale pour obtenir paiement de diverses sommes. Monsieur X a demandé des dommages intérêts pour harcèlement moral. Dans un arrêt du 20 mars 2012, la Cour d'appel l'a débouté de sa demande. Il s'est pourvu en cassation. Dans un arrêt du 4 décembre 2013 (12-19667), la Cour de cassation casse l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris. Au visa des articles L. 1152-1 et L. 1154-1 du Code du travail, la Cour de cassation rappelle que lorsque le salarié établit la matérialité de faits précis et concordants constituant selon lui un harcèlement, il appartient au juge d'apprécier si ces éléments, pris dans leur ensemble, permettent de présumer l'existence d'un harcèlement moral et, dans l'affirmative, il incombe à l'employeur de prouver que ces agissements ne sont pas constitutifs d'un tel harcèlement et que sa décision est justifiée par des éléments objectifs étrangers à tout harcèlement. La Cour de cassation a constaté que pour débouter le salarié de ses demandes, la Cour d'appel a retenu que :

- les inégalités de traitement et la discrimination, notamment relative à l'avancement, sont établies ;
- la minoration volontaire de ses résultats n'est en revanche pas démontrée non plus que la charge excessive de travail invoquée ;
- les demandes relatives aux points de compétence ayant été rejetées, les faits corrélatifs ne sont pas matériellement établis ;
- les documents médicaux fournis par M. X... démontrent la réalité de ses problèmes de santé sans toutefois être suffisants pour établir ou même laisser supposer l'origine professionnelle de ces difficultés ;
- la matérialité d'éléments de fait précis et concordants laissant supposer l'existence d'un harcèlement n'est pas démontrée ;
- dans ce contexte, les inégalités de traitement et obstacles à l'avancement qu'il a rencontrés apparaissent comme des manquements délibérés de l'employeur aux obligations de bonne foi et de loyauté dans l'exécution du contrat de travail ayant causé un préjudice moral lié au sentiment d'injustice ressenti et à l'altération de l'image professionnelle du salarié.

La Cour de cassation censure la Cour d'appel ; elle constate que les inégalités de traitement, les obstacles à l'avancement et la dégradation de l'état de santé constatés dans l'arrêt permettaient de présumer l'existence d'un harcèlement, en sorte qu'il revenait à l'employeur d'établir que ses agissements étaient justifiés par des éléments objectifs étrangers à tout harcèlement. L'affaire est renvoyée devant la Cour d'appel de Versailles.

RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR MYRIAM ROMUALD



TABLEAU DE BORD

LE SMIC

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er janvier 2013 à 9,43 euros de l'heure. Avec cette hausse de 0,3%, le salaire minimum passe à 1430,22 euros bruts mensuels pour 35 heures. Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minima est de: **1679,7 € brut mensuel** dont **254€** de prime BINO. Avec les critères de Guadeloupe les chiffres sont : **9,50 brut** ; **1440,86 brut**.

INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION

Au 3e trimestre 2012, l'indice des loyers commerciaux est à 108,17 points et augmente de 2,72% sur un an.

Au 3e trimestre 2012, l'indice du coût de la construction est à 1648 points et augmente de 1,48% sur un an.

POPULATION

POPULATION 2012: 403 977 habitants

OFFRE

PIB 2012 : **8033** dont 34 % de PIB non marchand (2 732)

IMPORTATIONS 2012: **2686**

RESSOURCES TOTALES : 10 694

DEMANDE

CONSOMMATION 2012: (**4895** ménage et **3572** administration)

INVESTISSEMENT 2012 : **1419**
EXPORTATIONS 2012 : **808**
DEMANDE TOTALE : 10 694

PRIX

NOVEMBRE 2013 : 0,7 % % sur un mois ; 0,0 % sur un an

EMPLOI , CHÔMAGE

DEMANDEURS D'EMPLOI (A B C) En novembre 2013:68 020 (+2,3% sur un an).

OFFRES D'EMPLOI en novembre 2013 : 1 150 (12,7 sur un an).

EMPLOI MARCHAND au 30 septembre 2012 : 49,8 (dont 8,5 industrie , 7,5 construction, 33,8 service marchand)

EMPLOI NON MARCHAND EN 2010 : 48577 dont 36 282 fonctionnaires (état 15212, collectivités locales 15 729 , santé 5341).

ENTREPRISES CRÉÉS

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES en 2012 : **5 004 (-10,9 %)**

RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE



**UNE FORMATION
POUR LES ÉLECTIONS
MUNICIPALES
INTERFACE À
VOTRE SERVICE**

**AIDEZ NOUS
À DIFFUSER
NOTRE QUOTIDIEN GUADELOUPÉEN
EN LIGNE**